UDI * MODEM LESEUROPÉENS.

AVEC FRANÇOIS BAYROU ET JEAN-LOUIS BORLOO



IEAN-MARIE CAVADA | MARIELLE DE SARNEZ | PATRICIA LALONDE

L'EUROPE, NOTRE FORCE

— ÉLECTIONS EUROPÉENNES | 25 MAI 2014 | ÎLE-DE-FRANCE - FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER —

Sciences Po / Fonds CEVIPOF



Sciences Po / Fonds CEVIPOF



Sciences Po / Fonds CEVIPOF

L'Europe, notre force



our nous, forces du centre, l'Europe est un idéal autant qu'une nécessité.

C'est une nécessité parce que le monde est plongé dans une compétition violente, universelle, qui exige que se rapprochent et que s'unissent

les pays qui ne sont pas assez puissants pour se mesurer aux mastodontes de la planète. L'union, c'est la force. Face aux grands émergents, les pays européens, même la France ou l'Allemagne, ne peuvent être entendus ou respectés que s'ils coopèrent et travaillent ensemble.

L'Europe est aussi un idéal: c'est le seul ensemble sur la planète où les valeurs des droits de l'homme, la liberté, la solidarité sociale, ne sont pas un vain mot. C'est le seul lieu où des pays différents, autrefois ennemis, ont accepté de mettre en commun leurs forces et leurs lois pour construire un avenir commun.

Nous savons comment on peut et on doit progresser dans cette Europe que la France a voulue.

Nous voulons que les cinq années qui viennent permettent d'effacer les disparités qui nous fragilisent. Nous voulons que les pays au cœur de l'Europe et de la zone euro se fixent comme objectif d'avoir les mêmes règles fiscales et sociales. Ce sont ces différences inacceptables et incompréhensibles qui fâchent les Français avec l'idée européenne. Nous voulons que l'Europe se saisisse des enjeux essentiels: l'emploi et la croissance, la lutte contre

les paradis fiscaux, le contrôle de la finance, les enjeux énergie - climat, les moyens communs de recherche et de développement de l'économie liée à la mer et aux océans, un grand plan Europe - Afrique.

Nous voulons que les cinq années qui viennent permettent aux citoyens européens de faire entendre et respecter leur voix par les dirigeants qui prennent les décisions en leur nom. Nous voulons que face à toutes les grandes questions diplomatiques, militaires et commerciales, les dirigeants des pays européens parlent d'une seule voix. Qu'ils soient unis et fermes chaque fois qu'ils se trouvent confrontés à une épreuve de force.

Cette approche, positive, déterminée, non-sectaire est aussi une proposition pour notre pays. Nous savons que la France a besoin d'une volonté nouvelle, d'une politique courageuse qui dise la vérité sur tous les sujets, qui porte le renouvellement, et qui assume son destin européen.

Le 25 mai en apportant votre soutien aux listes «UDI- MODEM Les Européens», vous exprimerez votre désir de renouvellement de la vie politique française et européenne.

FRANÇOIS BAYROU & JEAN-LOUIS BORLOO



Notre équipe de France pour l'Europe



1 L'EUROPE DU CONTRAT SOCIAL ET FISCAL	P.07
2 L'EUROPE DE LA CROISSANCE ET DE L'EMPLOI	P.09
3 L'EUROPE GAGNANTE DANS LA MONDIALISATION	P.15
4 L'EUROPE PROTECTRICE	P.18
5 L'EUROPE DES CITOYENS ET DES VALEURS	P.22
CIRCONSCRIPTION ÎLE-DE-FRANCE	P.26

L'Europe du contrat social et fiscal

«Nous voulons que les cinq années qui viennent permettent d'effacer les disparités qui nous fragilisent.»

UN AGENDA DE

CONVERGENCE

SOCIALE

ET FISCALE.



Proposer un nouveau traité de convergence sociale et fiscale, indispensable pour mettre fin aux distorsions excessives au sein de l'Union européenne.

Cette nouvelle étape d'harmonisation devra être menée selon un **agenda clair et resserré.** Elle concernera notamment l'assiette et les taux effectifs des impôts sur les sociétés et les montants des cotisations

sociales. Le modèle social européen que nous défendons permettra ainsi un véritable progrès dans toute l'Europe.

Engager les premières étapes de la création d'un droit du travail européen. Nous proposons dans un premier temps de créer un contrat européen d'apprentissage permettant à son titulaire de bénéficier des mêmes droits dans toutes les entreprises de l'Union européenne. Nous demanderons aux partenaires sociaux européens de jeter les bases d'une

stratégie de mise en place d'un droit du travail européen.

Mettre fin aux abus liés au statut de travailleur détaché. Nous proposons que l'employeur paie, dès 2014, les charges sociales du pays dans lequel il emploie le salarié.

Encourager la signature, par les partenaires sociaux, de conventions collectives européennes. Nous souhaitons que la démocratie sociale européenne s'impose enfin et que les

premières négociations puissent porter sur la perspective d'un véritable SMIC européen.

Faire de la mobilité des jeunes Européens une clé de leur formation.

Nous voulons renforcer les dispositifs permettant à chaque apprenti ou étudiant de suivre au minimum un semestre de formation dans un autre pays européen.

Accélérer la lutte contre l'évasion fiscale, la fraude fiscale et les paradis fiscaux à l'intérieur de l'Europe. Un corps européen de procureurs financiers sera mis en place. Les États membres devront lever le secret fiscal et tout obstacle à l'échange d'informations.

L'Europe de la croissance et de l'emploi

«Nous voulons que l'Europe se saisisse des enjeux essentiels.»

NOUS FAVORISERONS

L'ESSOR DE

GRANDS CHAMPIONS

INDUSTRIELS EUROPÉENS.



UNE STRATÉGIE POUR NOS ENTREPRISES

Mettre en œuvre une politique industrielle européenne favorisant l'emploi. Afin de lutter contre la désin-

dustrialisation de nos territoires, nous voulons la mise en œuvre de grands programmes sectoriels européens pour soutenir l'innovation. la recherche

et l'investissement dans les réseaux intelligents (*smart grids*), la ville durable, les programmes spatiaux, la sidérurgie, l'industrie propre, etc.

Lancer un plan ambitieux d'infrastructures aussi bien matérielles (transports, voies ferrées, etc.) qu'immatérielles (autoroutes de l'information, équipements wifi, etc.); cela suppose d'encourager l'investissement de long terme et d'avoir une approche commune des territoires (Arc atlantique, liaison ferroviaire transalpine, liaison fluviale Seine-Nord, etc.).

Favoriser l'essor de grands champions européens. Nous souhaitons que l'Europe soutienne la naissance d'entreprises européennes de dimension mondiale dans les secteurs d'avenir, porteurs d'emplois. Il nous faut de nouveaux Airbus

Faire de l'Europe le leader de la troisième révolution industrielle.

À l'heure du bouleversement des modes de production, l'Europe doit prendre conscience de son formidable potentiel d'innovation et l'exploiter afin de prendre

> le *leadership* mondial de la troisième révolution industrielle (nanotechnologie, biotechnologie, photonique, etc.)

Soutenir les PME européennes.
Nous voulons un « Small Business Act » afin que les PME, les entrepreneurs et les artisans européens aient un accès privilégié aux marchés publics.

Financer l'économie réelle. Afin de répondre aux besoins de financements de nos entreprises, nous souhaitons une meilleure mobilisation des fonds disponibles de la Banque européenne d'investissement.

CONFORTER LA PREMIÈRE PLACE MONDIALE DE L'AGRICULTURE EUROPÉENNE

Nous défendons une politique agricole qui permette l'autosuffisance alimentaire en Europe et le développement, notamment par l'export, de tous les secteurs agroalimentaires porteurs d'emplois. Nous veillerons au respect des règles de développement durable et à la solidarité entre les territoires et les filières. Nous sommes particulièrement attachés à la protection du secteur de l'élevage et de la viticulture au travers du maintien des autorisations de plantation.

L'Europe doit garantir la traçabilité des produits agroalimentaires. Il s'agit de défendre la qualité de nos productions et de les valoriser dans les négociations commerciales internationales. Nous souhaitons que l'Europe renforce ses moyens d'évaluation des organismes génétiquement modifiés (OGM) et permette à chaque État de les interdire, même s'ils sont autorisés au niveau européen.

Nous souhaitons que les normes appliquées aux produits agricoles européens en matière sanitaire et environnementale s'imposent égalemment aux produits importés.



UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT QUI PRÉSERVE L'AVENIR

Nous devons être les chefs de file de la croissance bleue en Europe

en promouvant un nouveau programme pour la recherche et l'emploi dans le secteur maritime (produits de la mer, construction navale, transport maritime, tourisme, énergie, métaux rares). L'Europe représente le premier domaine maritime du monde. Nous souhaitons mettre en place une gouvernance des océans qui permettra notamment d'assurer une pêche durable en interdisant la pêche en eaux profondes et en encadrant l'aquaculture

Faire des Outre-mer le laboratoire de l'excellence énergétique durable, porteur de croissance et d'emplois de long terme. Poursuivre et intensifier la valorisation économique et touristique de ces territoires stratégiques pour la France et pour l'Europe.

L'EUROPE, NOTRE FORCE



Engager un véritable «Grenelle de l'environnement» au niveau européen, afin de concilier la stimulation de la croissance et la réduction des gaz à effet de serre. Le budget de l'Union doit soutenir la croissance verte en promouvant les activités économes et efficaces dans l'utilisation de l'énergie et des matières premières.

Fixer l'objectif européen de réduction des émissions de CO2 à 50% d'ici à 2030, par rapport au niveau des émissions en 1990, et rendre plus

efficace le marché européen du carbone (Système européen d'échange de quotas d'émissions-ETS).

Instituer une contribution carbone sur tous les produits fabriqués hors de l'Europe qui ne respecteraient pas nos normes environnementales. Cette recette pourrait constituer la première ressource propre de l'Europe.

Mettre en place une «Europe de l'énergie» nous permettant de conquérir et de garantir notre indépendance énergétique.

Encourager le recyclage et éviter les gaspillages en accélérant le passage vers une «économie circulaire» européenne qui vise: «d'abord réparer, ensuite réutiliser, recycler

après.»

METTRE EN PLACE UNE EUROPE DE L'ÉNERGIE.

Développer une stratégie numérique pour l'Europe. Nous souhaitons un

marché du numérique qui permette l'essor du stockage dématérialisé (*cloud*) et le déploiement rapide de la fibre optique.

Mettre fin à la sur-tarification des opérations transfrontières à l'intérieur de l'Europe (virements bancaires, achats sur internet, communications téléphoniques, etc.).



RENFORCER LA ZONE EURO

Afin de rendre plus efficace les politiques, en particulier dans le domaine économique, nous voulons

créer un véritable gouvernement de la zone euro pour mener des politiques nouvelles et engager l'indispensable convergence de nos systèmes sociaux et fiscaux. Les parlementaires européens de la zone euro, avec les Parlements nationaux, seront amenés à contrôler ce nouvel exécutif.

Doter la zone euro d'un bud-get autonome alimenté par des ressources propres. Cette autonomie budgétaire facilitera la mise en œuvre

de politiques communes en faveur de l'emploi et d'un programme ambitieux d'investissement d'avenir permettant, en particulier, de favoriser les relocalisations d'entreprises.

Accroître l'efficacité de la prise de décision dans la zone euro.

Nous voulons inscrire dans la prochaine réforme des traités le passage à la majorité qualifiée pour les décisions en matière fiscale et sociale dans la zone euro.

> Nous voulons un contrôle démocratique du Mécanisme européen de stabilité (MES), du mécanisme de supervision des banques et de l'autorité de résolution bancaire ainsi que la mise en place d'une «direction européenne du Trésor».

UNE GOUVERNANCE POLITIQUE DE LA ZONE EURO.

28





Mettre en place une caisse d'amortissement de la dette. Nous considérons que le désendettement est une priorité qui doit se fonder sur une stratégie collective européenne, équitable et efficace.

Une représentation extérieure unifiée de la zone euro. Le gouvernement de la zone euro doit être représenté en tant que tel au FMI, à la Banque mondiale, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et dans les organisations internationales spécialisées.

UNION EUROPÉENNE ET ÉTATS MEMBRES

Donner une véritable dimension européenne au Parlement français. Nous considérons que le Parlement français en tant que tel doit être partie prenante des prises de décision et des grandes orientations politiques européennes portées par le gouvernement français.

Au-delà de la zone euro, il convient aussi de revoir les règles de fonctionnement du budget de l'Union européenne afin de réduire la part provenant de chaque État et de sortir des logiques de « juste retour » et de rabais exigées par certains pays.

L'Europe gagnante dans la mondialisation

«Le monde est plongé dans une compétition violente, universelle, qui exige que se rapprochent et s'unissent les pays qui ne sont pas assez puissants pour se mesurer aux mastodontes de la planète. »



DÉFENDRE LES INTÉRÊTS EUROPÉENS DANS LE MONDE

L'Europe doit parler d'une seule voix afin de défendre les intérêts des Européens. Nous voulons une nouvelle stratégie commerciale européenne,

en particulier vis-à-vis des grands émergents dont la Chine.

Appliquer le principe de réciprocité dans les accords de libre - échange. Sous le contrôle du Parlement

mieux défendre ses entreprises et ses intérêts stratégiques dans les accords commerciaux internationaux. Nous exigeons l'application du principe de réciprocité qui garantira aux entreprises

européennes les mêmes conditions que les entreprises étrangères pour l'accès aux marchés publics.

Exiger que l'ensemble des produits importés en Europe respectent les mêmes normes que les produits fabriqués en Europe.

Refuser la dégradation des standards de qualité. Dans le cadre des négociations du partenariat transatlantique (UE/États-Unis), nous exigeons une harmonisation par le haut, fondée sur les normes les plus exigeantes de qualité et de sécurité. Notre modèle eu-

ropéen aux standards de qualité élevés n'est pas négociable. Dans l'état actuel des négociations, la France doit manifester fermement ses désaccords. Nous nous opposerons notamment au remplacement de la justice

régalienne par une justice arbitrale aléatoire.

L'EUROPE DOIT MIEUX

DÉFENDRE SES **ENTREPRISES ET SES**

INTÉRÊTS STRATÉGIQUES

DANS LES ACCORDS

COMMERCIAUX

INTERNATIONAUX.

Garantir l'application effective des critères définis par l'Organi-

16

sation internationale du Travail. Nous proposerons, en cas de non-respect des règles du travail, en particulier le travail des enfants, une pénalisation des produits concernés.

Garantir la transparence de l'origine des produits vendus en Europe. Afin de protéger les consommateurs et promouvoir le *made in Europe*, nous défendrons la mise en place d'un label d'indication d'origine obligatoire

pour les produits alimentaires et les fabrications industrielles. Cette indication d'origine protégera les savoir-faire locaux et l'emploi dans l'espace européen.

Promouvoir un régime européen de propriété intellectuelle. Il s'agit de renforcer la protection de la création et

de l'innovation européenne, et de mettre en place des outils efficaces pour mieux lutter contre la contrefaçon. Une liste noire des entreprises condamnées sera établie et publiée. UNE POLITIQUE DE VOISINAGE AMBITIEUSE

Notre priorité c'est l'approfondissement de l'Union européenne, pas son élargissement.

Développer, avec les pays voisins qui en manifestent la volonté, des partenariats renforcés.

Mettre en œuvre un programme ambitieux Europe-Afrique fondé sur une politique de co-croissance contribuant notamment à l'autonomie énergétique du continent africain.

L'Europe doit être leader dans la lutte contre l'extrême pauvreté dans le monde. Nous devons consacrer une part substantielle de la taxe sur les transactions financières aux politiques de développement.

DÉVELOPPER UNE NOUVELLE STRATÉGIE COMMERCIALE EUROPÉENNE.



L'Europe protectrice

«Nous voulons que face à toutes les grandes questions diplomatiques et militaires, les dirigeants des pays européens parlent d'un seule voix.»



UNE POLITIQUE EUROPÉENNE D'IMMIGRATION COHÉRENTE

Élaborer une politique européenne cohérente d'immigration.
Cette politique sera fondée sur une logique de quotas annuels par métier et par pays. Le Parlement européen et les parlements nationaux se prononceront annuellement sur ces objectifs.

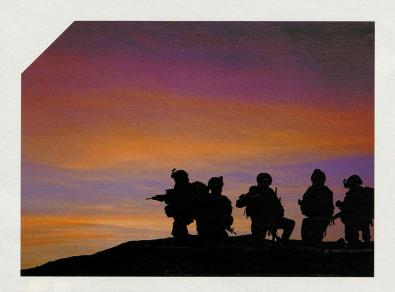
Créer une véritable police européenne des frontières (maritimes, terrestres, aériennes). En mutualisant les moyens des États et en renforçant les dispositifs existants (Frontex, Eurosur), nous améliorerons le contrôle aux frontières extérieures de l'Union européenne. Ce corps de contrôle assurera aussi une mission de secours aux personnes en détresse en particulier en

Méditerranée. Il pourra aussi contrôler les flux de marchandises.

Réformer le droit d'asile. Nous voulons un mécanisme européen cohérent afin de lutter contre les distorsions dans les politiques nationales d'asile. Il s'agit de tendre à une harmonisation européenne des procédures administratives et judiciaires des États membres.

Mieux lutter contre les trafics d'êtres humains à l'intérieur de l'Union européenne. La prostitution, la mendicité infantile organisée et les réseaux de cambriolages favorisent le développement de mafias prospérant sur une exploitation humaine inacceptable. Le Parlement européen devra exiger de la Commission la mise en place de contrôles renforcés des États membres se révélant incapables de lutter contre ces phénomènes, en veillant particulièrement à l'utilisation effective des fonds de cohésion dédiés à ce sujet.

Renforcer la politique européenne en matière de co-développement, en particulier vis-à-vis de tous les pays sources d'immigration.



L'EUROPE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉFENSE

Mettre en œuvre une politique étrangère et de défense commune efficace. Tant en matière diplomatique que militaire, l'Europe doit parler d'une seule voix pour se faire respecter et contribuer ainsi à l'équilibre du monde et à la paix.

Mettre en place un véritable Parquet européen, compétent en matière de criminalité transfrontalière: il sera doté du pouvoir d'émettre des

mandats d'arrêt européens et d'engager des actions de poursuites. Ces mandats d'arrêt européens pourront être émis par des euro-procureurs.

Créer une Agence européenne de cyberdéfense, gardienne de la souveraineté européenne sur son cyberespace. Elle sera chargée de prévenir les menaces extérieures et de protéger l'internaute européen. Nous étendrons les compétences du groupe européen de protection des données personnelles (regroupement des CNIL européennes). Ce dernier sera chargé d'assurer la neu-

tralité et la confidentialité d'Internet. Il s'assurera que les accords passés, notamment avec les États-Unis, n'aillent pas à l'encontre des principes de respect de la vie privée et des droits fondamentaux du citoyen européen.

Renforcer les moyens d'une véritable défense européenne. Nous voulons une mutualisation des moyens de recherche, de renseignement et de projection des forces militaires et humanitaires afin d'accroître l'efficacité de nos interventions et d'en diminuer les coûts. Une

stratégie industrielle commune devra être

mise en place dans ce secteur afin notamment de mutualiser les achats et de favoriser l'emploi sur le territoire européen.

Prendre en compte les problématiques des Européens vivant en dehors des frontières de l'Union. Afin de mieux protéger nos ressortissants, nous proposons la mise en place de guichets consulaires communs. Nous voulons intensifier la politique européenne de protection et de rapatriement de nos ressortissants.



L'Europe des citoyens et des valeurs

«Nous voulons que les cinq années qui viennent permettent aux citoyens européens de faire entendre et de faire respecter leurs voix.»



UNE VRAIE DÉMOCRATIE EUROPÉENNE

54

Élire le Président de l'Union européenne au suffrage universel.

Afin d'incarner l'Europe politique, nous souhaitons qu'un Président pour l'Europe soit élu au suffrage universel. Nous proposons, dans un pre-

mier temps, que cette élection se déroule au sein du Congrès composé des parlementaires européens et des représentants des parlements nationaux. Dans un second temps, il sera élu par les citoyens de l'Europe. Il aura pour rôle de garantir le bon fonctionnement de l'Union et d'en assurer la représentation diplomatique. Nous proposons de garantir la transparence des principales décisions au sein du Conseil européen. Il s'agit que le citoyen entende directement les chefs d'État et de gouvernement de l'Union confronter leurs visions et annoncer leurs engagements.

Renforcer les pouvoirs du Parlement européen. Nous voulons instaurer un véritable droit d'initiative législative et renforcer la co-décision ainsi que le contrôle du Parlement sur la Commission.

UN VISAGE POUR L'EUROPE, UN PRÉSIDENT ÉLU. Faire naître un véritable espace politique européen. Nous proposons qu'à l'avenir 10 % des membres du Parlement européen soient élus à la proportionnelle dans

une circonscription unique européenne. Cette initiative doit permettre de renforcer les partis politiques à dimension européenne.

Faire confiance au citoyen. Nous proposons de faire émerger une véritable e-democratie européenne en simplifiant «l'initiative citoyenne» ouverte par les traités mais trop complexe dans sa mise en œuvre.

Nous veillerons à la stricte application du principe de subsidiarité qui garantit au citoyen que la décision la plus proche des gens est toujours la plus appropriée, pourvu qu'elle soit efficace.

UNE EUROPE QUI DÉFEND SES VALEURS ET SON HISTOIRE

L'Europe doit réaffirmer ses valeurs communes. Il faut amplifier l'application de la Charte des Droits Fondamentaux et l'étendre progressivement. Particulièrement pour ce qui est de la préservation de la dignité de la personne, du respect des libertés individuelles.

L'Union européenne doit veiller au respect strict et à l'application concrète de sa Charte des droits fondamentaux et développer les sanctions en cas de non respect.

Amplifier les actions en faveur des diversités culturelles et linguistique et défendre la culture européenne. À l'heure de la standardisation, il importe que les États européens, notamment la France, préservent leur système de soutien à la création (cinéma, livre, musique, etc.)

Faire aimer l'Europe et développer toutes les initiatives permettant au citoyen de s'approprier la réalité européenne (jumelages, échanges de jeunes, relations entre les euro-régions, etc.). Faire du 9 mai une journée entièrement consacrée à l'Europe dans les écoles.

Des universités européennes, actrices de l'économie du savoir. Favoriser l'émergence de pôles européens d'enseignement tant sur le territoire de l'Union et au-delà. Nous souhaitons faire naître une grande université européenne en ligne, fruit de la coopération entre les plus grands établissements d'enseignement supérieur de l'Union. Nous voulons également soutenir la création d'une plateforme européenne d'e-learning permettant l'apprentissage des langues européennes.

Nous réaffirmons solennellement notre attachement à Strasbourg, ville symbole de la réconciliation franco-allemande, comme siège du Parlement européen. Nous veillerons à ce que les locaux dédiés à la démocratie européenne soient valorisés dans les inter-sessions parlementaires.



GUY VERHOFSTADT, UN VRAI EUROPÉEN À LA PRÉSIDENCE

UN VRAI EUROPEEN A LA PRESIDENCE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Pour la première fois cette année, les grands partis européens ont désigné leur candidat à la présidence de la Commission européenne.

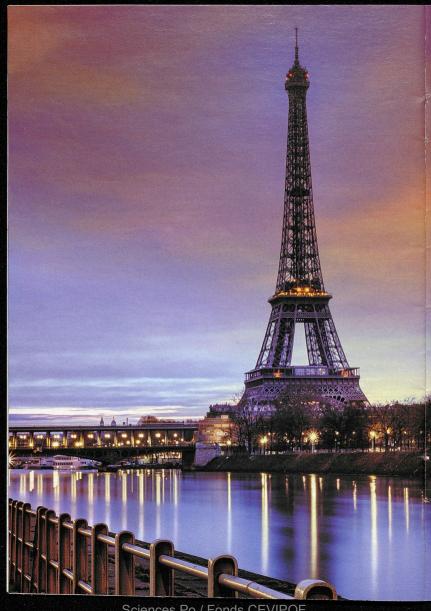
Nous, partis européens du Centre, avons décidé de soutenir la candidature de Guy Verhofstadt.

Premier Ministre belge pendant 10 ans, député européen depuis 2009, il préside le groupe ADLE, troisième groupe le plus important du Parlement. Convaincu et compétent, il a l'expérience et l'énergie pour donner un nouvel élan à l'Europe.



1 s'agit de l'avenir de la France et de l'avenir de l'Europe, de notre avenir commun. La première condition du succès est de tenir notre cap résolument pro-européen, un cap mûrement réfléchi. Les Européens doivent dire la vérité à leurs concitoyens; dire que les gesticulations et les diatribes nationalistes et populistes ne changeront pas. La vérité c'est que d'ici quinze ans, le G8 des pays les plus riches de la planète ne comptera plus un seul pays européen: pas plus l'Allemagne que la France. N'y aurait-il aucun espoir pour autant de préserver notre cadre et notre mode de vie pour nos enfants et nos

petits-enfants? Certainement pas, parce que les pays européens disposent d'un atout maître: l'Union européenne. L'Union européenne qui fera notre force à tous.



Sciences Po / Fonds CEVIPOF

Circonscription Île-de-France

Île-de-France | Français de l'étranger

Sciences Po / Fonds CEVIPOF



our nous, femmes et hommes du Centre, il n'y a pas d'autre choix dans le monde qui vient qu'une Europe unie, une Europe forte, pour sauvegarder notre modèle de société, défendre nos intérêts, préserver nos valeurs.

Nous voulons une Europe recentrée sur l'essentiel, décidée à mettre fin aux disparités sociales et fiscales entre européens, à créer sa propre croissance, avec une politique industrielle

et de recherche commune, et un soutien concret à ses PME, une Europe déterminée à exiger la réciprocité dans tous les échanges commerciaux.

Nous voulons une Europe qui parle d'une seule voix, qui dispose de moyens d'intervention diplomatique et militaire pour se faire respecter et contribuer ainsi à l'équilibre du monde et à la paix.

Nous voulons une Europe démocratique, avec des citoyens acteurs de leur destin, choisissant directement leurs dirigeants, et ayant le pouvoir de définir les grandes orientations politiques de l'Europe.

Le 25 mai, c'est l'avenir de la France et de l'Europe qui se décidera. De cet avenir commun dépendra au bout du compte notre destin.

1 MARIELLE DE SARNEZ

Députée européenne, membre de la Commission du commerce international et de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen, elle a notamment été rapporteure sur «UE-Chine, un échange inégal », la protection des mineurs sur Internet et Erasmus Mundus.







66 Protéger
la France en
difficulté, c'est
l'aider à faire ses
réformes comme
l'Allemagne il
y a 11 ans. Le
sursaut français
n'aura pas lieu

si nous ne sommes pas déterminés à poursuivre la construction européenne.

Pour mieux nous protéger, nous devons confier à l'Europe les fonctions d'envergure mondiale que nos pays, trop petits, ne peuvent désormais exercer (défense, énergie, immigration, relance économique du Continent). Même en Île-de-France, première zone économique du pays, le chômage, notamment des jeunes, ne peut s'éradiquer qu'avec une volonté de réforme française et européenne. L'Europe c'est aussi la formation, l'éducation, un vaste plan de recherche pour les métiers d'avenir. et la valorisation de nos diversités culturelles rassemblées dans nos valeurs communautaires. Et surtout. l'Europe, c'est la meilleure garantie pour nos libertés, et pour nos droits fondamentaux. 99

2 IEAN-MARIE CAVADA

Député européen d'Île-de-France, journaliste de profession et ancien président de Radio France, il préside l'inter groupe médias au Parlement européen



66 La lutte pour le droit des femmes dans le monde est un combat que l'Europe doit mener. Il est urgent de créer un « Observatoire Européen de Vigilance du Droit des Femmes dans le Monde ». 99

3 PATRICIA LALONDE

Patricia Lalonde est chercheur à l'Institut de Prospective et de Sécurité en Europe et responsable d'une ONG sur le droit des femmes dans le monde.



661'urgence première de l'Europe c'est de renouer avec la croissance et la création d'emplois durables. Il faut un saut qualitatif: la convergence fiscale et sociale

des pays de la zone euro. 99

4 | JEAN BARBIZET

Consultant et spécialiste des questions financières européennes. Ancien auditeur à l'IHEDN.



66L'Europe est précurseur dans le domaine de l'environnement. Elle doit aller plus loin pour son développement futur et son rayonnement. Nous demandons un Airbus des énergies du futur. Nous

voulons que les produits importés soient soumis à une contribution carbone contre le dumping environnemental.99

5 CHANTAL JOUANNO

Sénatrice de Paris, elle a été ministre de l'Écologie puis des Sports. Sportive de haut niveau, elle a été 13 fois championne de France de karaté.





LES CANDIDATS UDI-MODEM POUR L'ÎLE-DE-FRANCE

6 | Mathieu BAUDIER

Ingénieur logiciels (Français de l'étranger, Allemagne)

7 | Sylvie SMANIOTTO GRUSKA

Magistrate (Val-de-Marne)

8 | Dominique BAILLY

Maire de Vaujours (Seine-Saint-Denis)

9 | Isabelle JACONO

Présidente de France Écologie (Hauts-de-Seine)

10 | Jean-Pierre BARNAUD

Maire de Chennevières, conseiller général (Val-de-Marne)

11 | Ingrid LEDDET

Sociologue (Paris)

12 | Michel MONTALDO

Médecin, vice-président du Conseil général (Val-d'Oise)

13 | Céline NETTHAVONGS

Adjointe au maire de Chelles

14 | Flavien BAZENET

Conseiller municipal de Jouyen-Josas (Yvelines)

15 | Nathalie ELIMAS

Adjointe au maire de Margency (Val-d'Oise)

16 | Pierre-Olivier CAREL

Conseiller municipal de Rosnysous-Bois (Seine-Saint-Denis)

17 | Kathleen JOUGON

Étudiante (Paris)

18 | Alban BAKARY

Conseiller municipal d'Évry (Essonne)

19 | Irina BOULIN

Fonctionnaire au ministère de la Culture (Paris)

20 | Antoine CARETTE

Ingénieur, président des Jeunes Démocrates (Val-de-Marne)

21 | Anne MORIN

Enseignante, conseillère municipale du Mée-sur-Seine (Seine-et-Marne)

22 | Benjamin CHKROUN

Cadre d'entreprise (Paris)

23 | Karine FRANCLET

Proviseure adjointe (Seine-Saint-Denis)

24 Bruno MILLIENNE

Conseiller municipal de Jumeauville (Yvelines)

25 | Loris PRUVOT

Cadre d'entreprise (Paris)

26 | Christian SCHOETTL

Maire de Janvry (Essonne)

27 | Catherine MICHAUD

Présidente de GayLib (Paris)

28 | David LEFÈVRE

Adjoint au maire de Châtillon (Hauts-de-Seine)

29 | Annabelle FERRY

Architecte urbaniste (Paris)

30 | Jean-Christophe LAGARDE

Député-maire de Drancy (Seine-Saint-Denis)



66 Avec l'Europe.

l'île-de-France est devenue la première puissance régionale de l'UE. Avec l'Europe que nous voulons, elle pourra multiplier ses formidables potentiels pour devenir une force qui pèse dans l'économie du monde et offrir des milliers d'emplois aux habitants de notre région.







ILS NOUS SOUTIENNENT



66 Marielle de SARNEZ a des qualités rares dans le monde politique français. Elle est fiable, généreuse et courageuse. Elle est un députée européenne

remarquable, auteur du rapport sur les relations commerciales entre l'Europe et la Chine, présente sur le terrain de toutes les crises, depuis l'Ukraine jusqu'au Proche-Orient. Comme femme, et comme élue, elle mérite la confiance de tous. 99

FRANCOIS BAYROU



66 Le 25 mai vous devrez choisir les députés qui représenteront l'Île-de-France au Parlement européen. En votant pour la liste UDI-MODEM conduite par Marielle de SARNEZ et lean-Marie CAVADA

vous garantirez une représentation active des intérêts de tous les francillens à Strasbourg. Et vous exprimerez clairement votre besoin d'une Europe plus politique et plus démocratique. 99

YVES JEGO, Maire de Montereau, Député de Seine-et-Marne



66 En Île-de-France, j'appelle les électeurs à voter pour la liste menée par deux grands Européens, mes collègues et amis Marielle de SARNEZ et lean-Marie CAVADA.

deux militants convaincus de l'Europe, défenseurs passionnés des libertés et des droits de l'homme. Mobilisez-vous pour la liste UDI MODEM en faveur d'une Union européenne plus démocratique et efficace!

GUY VERHOFSTADT

Président du groupe ADLE au Parlement européen, candidat à la présidence de la Commission européenne



66 Voter pour la liste
«UDI-MODEM | Les
Européens» conduite
par Marielle de SARNEZ
et Jean-Marie CAVADA,
c'est voter pour une
Europe puissante,
intégrée. Une Europe
quí pèse sur la scène

mondiale avec une vraie cohérence économique et sociale. >> HERVÉ MORIN

Député de l'Eure, ancien ministre de la Défense

marchi Edgas Quinet

Le 25 mai, <mark>Votez</mark>

UDI * MODEM LESEUROPÉENS.



Retrouvez toutes les grandes dates de la campagne sur

www.leseuropeens.eu

#LesEuropéens

@Les_Europeens

leseuropeens.eu